



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.245/4
du 20 avril 2020

advies 67.245/4
van 20 april 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
des mesures particulières pour
les membres du personnel de la
fonction publique fédérale dans
le cadre de la crise sanitaire
liée au
coronavirus COVID-19'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende bijzondere
maatregelen voor de
personeelsleden van het
federaal openbaar ambt in het
kader van de gezondheids crisis
ten gevolge van het
coronavirus COVID-19'

Le 14 avril 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Fonction publique, chargé de la Loterie nationale et de la Politique scientifique à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant des mesures particulières pour les membres du personnel de la fonction publique fédérale dans le cadre de la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 20 avril 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 avril 2020.

*

Op 14 april 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende bijzondere maatregelen voor de personeelsleden van het federaal openbaar ambt in het kader van de gezondheids crisis ten gevolge van het coronavirus COVID-19'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 20 april 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 april 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence requise est motivée par la nécessité de répondre aussi vite que possible aux difficultés de fonctionnement de la Fonction publique fédérale suite aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire liées au coronavirus COVID-19.

En effet, les mesures actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation et lutter contre le coronavirus COVID-19 sont de nature à affecter le bon fonctionnement des services fédéraux, voire à paralyser certains services, ou à entraver le membre du personnel de la fonction publique fédérale dans l'exercice de sa fonction, de ses droits et obligations.

Il y a donc lieu de veiller à ce que les services fédéraux, soient notamment en mesure de traiter dans les délais requis les procédures relevant de leur responsabilité et de garantir le respect de délais pour les membres du personnel et de pourvoir aux besoins urgents nécessités par la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 en termes de personnel.

Enfin, il convient, afin de garantir la continuité du service public, le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, de prendre des mesures particulières répondants aux difficultés de fonctionnement entraînées par les mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En l'espèce, cette exigence n'est qu'imparfaitement respectée.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Selon les informations contenues dans la demande d'avis, la réunion du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux doit se dérouler le 15 avril 2020.

Le délégué du Ministre a indiqué que le protocole d'accord est en cours de signature et que le texte sera amendé à la suite de la négociation syndicale.

Dans l'hypothèse où le texte en projet serait effectivement modifié ultérieurement pour tenir compte de cette négociation syndicale, il faudrait à nouveau soumettre le texte ainsi modifié à la consultation de la section de législation.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Le visa relatif à l'avis du Conseil d'État doit constituer le dernier visa du préambule ¹. Il sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 67.245/4 du Conseil d'État, donné le 20 avril 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ².

DISPOSITIF

Article 2

L'alinéa 1^{er} reprend les définitions contenues dans l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 7^o et 12^o, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale', dans l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 6^o, et 11^o, de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 'relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale' et dans l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 5^o, et 10^o, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

À l'alinéa 1^{er}, 2^o, il y a lieu de préciser que l'expression « membre du personnel » visée dans cette définition se comprend comme « membre du personnel civil » lorsqu'elle concerne le ministère de la Défense, comme tel est le cas dans ces autres textes ³.

Article 3

L'article 3 du projet prévoit, à partir du 18 mars 2020, la suspension de plein droit des délais fixés par les dispositions réglementaires en matière statutaire applicables au service fédéral et au membre du personnel (article 3, 1^o, du projet), des procédures devant les commissions de recours en matière d'évaluation (article 3, 2^o, du projet) et des procédures disciplinaires (article 3, 3^o, du projet).

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.

² *Ibidem*, recommandation n° 36.2 adaptée et formule F 3-5-3 adaptée.

³ Voir l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017, l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 et l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013.

Le rapport au Roi justifie la suspension temporaire des délais prévus à l'article 3, 1°, comme suit :

« L'article 3, 1° prévoit la suspension à partir du 18 mars 2020 de certains délais qui se retrouvent dans les dispositions réglementaires relatives au statut des membres du personnel de la fonction publique fédérale comme notamment celles relatives à la carrière administrative et pécuniaire, l'évaluation, le disciplinaire, les congés, les allocations et indemnités, la mobilité. Il s'agit de tous les délais contraignants susceptibles de porter préjudice, soit expressément prévus soit résultant du dépassement du terme fixé et conduisant à une impossibilité d'exercer son droit ».

Par ailleurs, le rapport au Roi justifie la suspension temporaire des procédures visées à l'article 3, 2° et 3°, par le fait qu'« en l'absence de prise de mesures, le risque est très élevé que certaines procédures, notamment disciplinaires deviennent caduques »⁴.

L'article 3 du projet appelle les observations suivantes :

1) Le texte en projet ne prévoit pas une période limitée pour la suspension de plein droit mais uniquement le point de départ de celle-ci.

Il y a lieu de compléter le dispositif sur ce point.

Dans la mesure où le choix de la date du 18 mars 2020 résulte de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', la fin de la période pourrait être déterminée eu égard à la situation au 3 mai 2020. Le Roi pourra prolonger cette période si les circonstances le justifient.

2) La formulation de l'article 3, 1°, du projet est très vague car il n'est pas fait référence, de façon exhaustive, aux différents textes statutaires concernés.

Ce faisant, le projet apporte des modifications à un nombre indéterminé de dispositions. Procéder de la sorte contrevient directement au principe de sécurité juridique, dès lors qu'il ne revient pas au citoyen de consulter des instruments juridiques tout en vérifiant qu'ils n'ont pas été modifiés implicitement par un arrêté royal postérieur. Néanmoins, eu égard aux circonstances exceptionnelles actuelles, à l'urgence de la situation et au caractère temporaire des mesures à prendre, le mécanisme projeté peut se justifier⁵.

Le rapport au Roi, qui contient trois exemples, gagnerait à expliciter de manière plus précise la portée de la disposition en projet.

3) Interrogé sur l'article 3, 2° et 3°, du projet, le délégué de la Ministre a confirmé que la suspension du délai concerne uniquement les procédures déjà introduites devant ces instances, ce qui ne ressort pas de manière claire du dispositif à l'examen.

⁴ Rapport au Roi, page 2.

⁵ Voir, dans le même sens, l'avis n° 67.175/4 donné le 2 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 1 du 7 avril 2020 'permettant de déroger aux règles et conditions de liquidation des subventions et suspendant les délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67175.pdf>.

L'auteur du projet vérifiera s'il n'y a pas lieu d'étendre la portée de la disposition aux procédures à introduire et dont l'expiration du délai viendrait à échéance pendant la période de suspension temporaire de plein droit. La disposition sera en tout état de cause revue pour en circonscrire plus clairement la portée.

4) Enfin, l'auteur du projet n'a pas prévu qu'à l'expiration de la période à laquelle la suspension de plein droit prendra fin soit ajoutée une prolongation de plein droit, par exemple comme tel est le cas dans d'autres procédures administratives ou judiciaires qui sont actuellement suspendues de plein droit en raison de la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19, d'un délai d'un mois ⁶.

Article 4

L'article 4 du projet a pour objet d'étendre le bénéfice de l'indemnité pour frais de déplacement entre la résidence et le lieu de travail prévue par l'article 64 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 à l'hypothèse du membre du personnel qui doit, pour des raisons de nécessité de service et à la demande de son supérieur hiérarchique, se rendre sur son lieu de travail et qui est empêché ou ne souhaite pas utiliser les transports publics en commun.

Comme l'a confirmé le délégué du Ministre, il y a lieu de prévoir que la disposition s'applique par dérogation à l'article 65 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 qui contient une règle relative au non cumul de l'indemnité compensatoire prévue à l'article 64 avec le bénéfice de l'octroi au membre du personnel de la gratuité du transport en commun public pour le déplacement entre sa résidence et son lieu de travail.

L'article 4 du projet sera revu en ce sens.

Article 5

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, prévoit que le fonctionnaire dirigeant ou son délégué utilise prioritairement la mise à disposition « afin de répondre à un besoin urgent de personnel supplémentaire nécessité par la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 ».

S'il ne peut être répondu aux besoins urgents de manière volontaire, le fonctionnaire dirigeant peut décider de pourvoir à ces besoins par « une mise à disposition temporaire d'office » dans une fonction de même classe ou de même grade (paragraphe 2).

⁶ Il est vrai qu'une telle façon de procéder aura pour effet d'allonger le délai de traitement des procédures en ce compris les procédures disciplinaires visées à l'article 3, 3°, du projet. Pour rappel, il est de jurisprudence constante devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État « que le principe général du délai raisonnable en matière disciplinaire doit s'apprécier suivant les circonstances de la cause, en fonction de la nature de l'affaire, du comportement de l'agent poursuivi et de celui de l'autorité » (Voir, notamment, C.E. (8^e ch.), 15 avril 2008, n° 182.064, Sellami ; C.E. (8^e ch.), 5 octobre 2012, n° 220.894, François ; C.E. (8^e ch.), 20 décembre 2012, n° 221.885, Van Duyse). La période de suspension de plein droit sera un élément à prendre en compte dans le cadre de l'application de cette jurisprudence.

Interrogé sur le caractère temporaire de cette mise à disposition d'office, le délégué du Ministre a répondu qu'elle est limitée par la durée de la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19.

Étant donné qu'il n'est pas possible de prévoir la durée de celle-ci, il est conseillé de prévoir une durée fixe, éventuellement renouvelable, pour la mise à la disposition d'office.

Le paragraphe 2 sera complété en ce sens.

2. Pour les membres du personnel contractuels, il y a lieu de rappeler qu'en application de l'article 4, § 2, 1°, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique', qui sert de fondement juridique au texte en projet, l'habilitation au Roi ne peut être mise en œuvre que si elle ne porte pas préjudice aux dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail'.

Si la première hypothèse de la mise à disposition temporaire volontaire ne pose à priori pas de problème à cet égard, tel pourrait ne pas être le cas de la mise à disposition temporaire d'office de membres du personnel eu égard aux termes de leur contrat dès lors que le changement d'employeur implique nécessairement le consentement du membre du personnel contractuel.

L'article 5 du projet sera réexaminé en conséquence. La même observation vaut pour l'article 6 du projet.

3. Le paragraphe 3 fait double emploi avec l'article 4 du projet. Il sera dès lors omis. La même observation pour l'article 6, § 3, du projet.

Article 6

1. Le paragraphe 1^{er} semble viser deux hypothèses : soit un membre du personnel statutaire ou contractuel est volontaire (hypothèse réglée par les alinéas 1^{er} à 5), soit il n'y en a pas (hypothèse réglée par l'alinéa 6).

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il convient de revoir la disposition de manière à mieux distinguer ces deux hypothèses étant entendu qu'en ce qui concerne la seconde, l'observation n° 2 formulée sous l'article 5 doit être ici réitérée.

Cette observation vaut également pour le paragraphe 2.

2. L'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} est rédigé de la manière suivante :

« Le membre du personnel, relevant du personnel médical, est mis à disposition de tout établissement public ou privé dispensant des soins de santé qui en fait la demande, après avoir obtenu l'accord de son service fédéral ».

Il ressort du rapport au Roi ce qui suit :

« Pour faire face à la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19, l'article 6, § 1^{er}, crée une mesure de mise à disposition *sui generis* qui permet au membre du personnel, relevant du personnel médical, de travailler temporairement auprès de tout établissement public ou privé dispensant des soins de santé qui en fait la demande.

Relève du personnel médical, le membre du personnel titulaire d'un diplôme en lien avec le domaine médical ».

Tout comme l'article 5 du projet le prévoit et puisque telle est bien l'intention de l'auteur du texte qui résulte des termes du rapport au Roi, le paragraphe 1^{er} sera complété en limitant son cas d'application « afin de répondre à un besoin urgent de personnel médical supplémentaire nécessité par la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 ».

Quant à la définition de personnel médical, elle doit être insérée dans l'arrêté en projet. Elle sera précisée en se référant, par exemple, aux professions visées par la loi coordonnée du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions de santé'.

3. La formulation selon laquelle la mise à disposition de membres du personnel relevant du personnel médical peut se faire auprès de tout établissement public ou privé dispensant des soins de santé qui en fait la demande est beaucoup trop large. Ainsi, on ignore quelles catégories de demandes pourront être introduites, par quels types d'établissements et selon quels critères ces différentes demandes seront examinées.

Dans son avis du 2 avril 2020, l'Inspecteur des Finances relevait ce qui suit :

« Cette disposition permet au fonctionnaire dirigeant de mettre d'office du personnel médical à disposition d'établissements de soin privés ou publics. Or, comment seront sélectionnés les établissements bénéficiaires de cette mesure ?

En effet, il semble que tous les fonctionnaires dirigeants ne disposent pas d'une connaissance suffisamment fine des besoins des différents établissements de soin pour poser ce choix.

Par ailleurs, des contingences de distance entre les établissements de soin et le domicile du personnel concerné ne devraient-elles pas être fixées ?

Enfin, quid si le personnel mis d'office à disposition contracte le COVID-19 ? [...] ».

Le dispositif et le rapport au Roi seront complétés sur ces différents points.

4. Le paragraphe 2 vise « le membre du personnel ou le titulaire d'une fonction à mandat », alors que les articles 5 et 6, § 1^{er}, recourent à la seule notion de « membre du personnel », par ailleurs définie à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, du projet. La question se pose de savoir si cette différence de rédaction est délibérée, si un effet juridique est censé s'y attacher et quelle serait alors la justification de la différence de régime instaurée.

La disposition sera revue et le rapport au Roi complété à cet égard.

Article 7

1. L'alinéa 1^{er}, seconde phrase, *in fine*, sera complété par la précision, figurant dans le rapport au Roi, que les tâches à effectuer par le membre du personnel à son lieu de résidence « sont autant que possible en lien avec sa fonction ».
2. La section de législation n'aperçoit la portée utile de l'alinéa 3. La disposition sera précisée ou omise.

Article 8

L'article 8 du projet tend à modifier le moment où le repos compensatoire peut être pris.

Il est prévu, pour l'ensemble des services publics fédéraux, de porter les périodes de quatorze jours de périodes équivalentes de repos compensatoire qui suivent les dérogations au repos journalier ou dominical jusqu'au 31 décembre 2020 inclus (alinéa 1^{er}) et d'autoriser le dépassement de la limite de cinquante heures par semaine, pour certains services spécifiques, jusqu'à la même date (alinéa 2).

Il est rappelé que l'article 16 de la directive 2003/88/CE du Parlement et du Conseil du 4 novembre 2003 'concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail' prévoit, pour le repos hebdomadaire, une période de référence ne dépassant pas quatorze jours et, pour la durée maximale hebdomadaire de travail, une période de référence ne dépassant pas quatre mois.

Il appartiendra à l'auteur du projet de justifier qu'il se trouve dans les conditions de l'une des exceptions ou dérogations prévues par l'article 17 de cette même directive. Le rapport au Roi sera complété sur ce point.

Articles 9 et 10

1. Les articles 9 et 10 du projet seront permutés.
2. L'article 10 du projet est rédigé comme suit :

« Le présent arrêté produit ses effets le 18 mars 2020.

À l'exception des articles 5, 6 et 8, le présent arrêté cesse d'être en vigueur à la date où les mesures définies à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou, définies dans tout autre arrêté qui les remplace, ne sont plus d'application »⁷.

⁷ L'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19' a été remplacé par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 3 avril 2020 'modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19'.

Ainsi que l'a rappelé la section de législation dans son avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 ⁸,

« la rétroactivité ne peut se justifier que lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général ⁹. S'il s'avère en outre que la rétroactivité a pour but d'influencer dans un sens déterminé l'issue d'une procédure judiciaire ou d'empêcher les juridictions de se prononcer sur une question de droit bien déterminée, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général justifient l'intervention du législateur, laquelle porte atteinte, au préjudice d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous ¹⁰ ».

À cet égard, le rapport au Roi précise ce qui suit :

« La limite dans le temps du présent projet d'arrêté est liée à la spécificité de la crise sanitaire. Le projet d'arrêté produit nécessairement ses effets à la date arrêtée pour déterminer le début de la situation officielle de la crise sanitaire actuelle, à savoir le 18 mars 2020.

Il cesse d'être en vigueur lorsque cette situation de crise sanitaire prend fin.

Il ne faut pas définir une date de fin d'entrée en vigueur pour l'application des articles relatifs à la mise à disposition temporaire ou de celui relatif à l'extension de la période au cours de laquelle le repos compensatoire doit être pris, en raison même de la nature de ces mesures ».

3. L'article 10 du projet appelle les deux observations suivantes :

1) La rétroactivité prévue à l'article 10, alinéa 1^{er}, du projet doit être mieux justifiée, en particulier pour l'article 3 du projet, au regard des principes qui viennent d'être rappelés ¹¹.

Dans le rapport au Roi, il ne ressort pas assez que la rétroactivité peut être considérée comme indispensable pour réaliser un objectif d'intérêt général.

Or, l'article 3 du projet a pour objet de suspendre de plein droit non seulement des délais en matière statutaire mais aussi les procédures devant les commissions de recours en matière d'évaluation et les procédures disciplinaires.

⁸ Avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 sur la proposition devenue les lois du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19' (I et II), *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1104/2, pp. 3 à 21, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.

⁹ *Note de bas de page n° 22 de l'avis cité* : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, voir notamment : C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2 ; C.C., 19 décembre 2013, n° 172/2013, B.22 ; C.C., 29 janvier 2014, n° 18/2014, B.10 ; C.C., 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1 ; C.C., 22 janvier 2015, n° 1/2015, B.4 ; C.C., 7 mai 2015, n° 54/2015, B.12 ; C.C., 14 janvier 2016, n° 3/2016, B.22 ; C.C., 3 février 2016, n° 16/2016, B.12.1 ; C.C., 28 avril 2016, n° 58/2016, B.9.2 ; C.C., 9 février 2017, n° 15/2017, B.9.2.

¹⁰ *Note de bas de page n° 23 de l'avis cité* : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle. Voir, par ex. : C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2 ; C.C., 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1 ; C.C., 28 mai 2015, n° 77/2015, B.4.1 ; C.C., 24 mars 2016, n° 48/2016, B.6 ; C.C., 6 octobre 2016, n° 126/2016, B.7.3.

¹¹ Voir l'avis n° 67.181/1 donné le 3 avril 2020, sur un projet devenu l'arrêté royal n° 3 du 9 avril 2020 'portant des dispositions diverses relatives à la procédure pénale et à l'exécution des peines et des mesures prévues dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67181.pdf>.

Il est recommandé d'insérer dans le rapport au Roi une justification plus substantielle. À défaut, la rétroactivité n'est pas admissible pour l'article 3 du projet.

2) L'article 10, alinéa 2, du projet exclut les articles 5, 6 et 8 du projet.

L'article 8 du projet est rédigé en prévoyant une fin d'application au 31 décembre 2020.

Interrogé sur les articles 5 et 6 du projet, le délégué du Ministre a indiqué qu'il y a lieu de les viser dans la mesure où ceux-ci doivent rester d'application tant qu'il y aura un besoin urgent de personnel supplémentaire pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19 et non pas uniquement lorsque la situation de crise sanitaire prendra fin.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“L’urgence requise est motivée par la nécessité de répondre aussi vite que possible aux difficultés de fonctionnement de la Fonction publique fédérale suite aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire liées au coronavirus COVID-19.

En effet, les mesures actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation et lutter contre le coronavirus COVID-19 sont de nature à affecter le bon fonctionnement des services fédéraux, voire à paralyser certains services, ou à entraver le membre du personnel de la fonction publique fédérale dans l’exercice de sa fonction, de ses droits et obligations.

Il y a donc lieu de veiller à ce que les services fédéraux, soient notamment en mesure de traiter dans les délais requis les procédures relevant de leur responsabilité et de garantir le respect de délais pour les membres du personnel et de pourvoir aux besoins urgents nécessités par la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 en termes de personnel.

Enfin, il convient, afin de garantir la continuité du service public, le principe d’égalité et de préserver la sécurité juridique, de prendre des mesures particulières répondants aux difficultés de fonctionnement entraînées par les mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Krachtens artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moet de motivering van het spoedeisend karakter, die in de adviesaanvraag opgegeven wordt, in de aanhef van het besluit overgenomen worden.

In casu is dat vereiste evenwel niet helemaal vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTE

Volgens de informatie die opgenomen is in de adviesaanvraag, moet de vergadering van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten plaatsvinden op 15 april 2020.

De gemachtigde van de minister heeft aangegeven dat het protocolakkoord op het punt staat getekend te worden en dat de tekst geamendeerd zal worden na het overleg met de vakbonden.

Indien de ontworpen tekst achteraf daadwerkelijk gewijzigd zou worden teneinde rekening te houden met dat overleg met de vakbonden, zou de aldus gewijzigde tekst opnieuw om advies voorgelegd moeten worden aan de afdeling Wetgeving.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De verwijzing naar het advies van de Raad van State moet de laatste aanhefverwijzing worden.¹ Het lid moet als volgt geredigeerd worden:

“Gelet op advies 67.245/4 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.²

DISPOSITIEF

Artikel 2

In het eerste lid worden de definities overgenomen die vervat zijn in artikel 2, eerste lid, 1°, 7° en 12°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 ‘tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’, in artikel 2, eerste lid, 1°, 6°, en 11°, van het koninklijk besluit van 24 september 2013 ‘betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt’ en in artikel 2, eerste lid, 1°, 5°, en 10°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’.

In het eerste lid, 2°, dient gepreciseerd te worden dat onder de term “personeelslid” die gebruikt wordt in die definitie, “lid van het burgerpersoneel” verstaan moet worden wanneer hij betrekking heeft op het ministerie van Defensie, zoals dat geval is in die andere teksten.³

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp voorziet in de opschorting van rechtswege, met ingang van 18 maart 2020, van de termijnen vastgesteld in de reglementaire bepalingen inzake statutaire

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.

² *Ibidem*, aangepaste aanbeveling 36.2 en aangepaste formule F 3-5-3.

³ Zie artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 13 juli 2017, artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 september 2013 en artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013.

aangelegenheden die van toepassing zijn op de federale dienst en op het personeelslid (artikel 3, 1°, van het ontwerp), de procedures voor de beroepscommissies inzake evaluatie (artikel 3, 2°, van het ontwerp) en de tuchtprocedures (artikel 3, 3°, van het ontwerp).

In het verslag aan de Koning wordt de tijdelijke opschorting van de termijnen zoals bedoeld in artikel 3, 1°, verantwoord als volgt:

“Artikel 3, 1° voorziet in de opschorting vanaf 18 maart 2020 van bepaalde termijnen die zijn opgenomen in de reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, zoals met name de termijnen betreffende de administratieve en geldelijke loopbaan, de evaluatie, de tuchtzaken, de verloven, de toelagen en vergoedingen, de mobiliteit. Het betreft alle dwingende termijnen die nadelig kunnen zijn, hetzij wegens een uitdrukkelijke bepaling, hetzij als gevolg van de overschrijding van de vastgelegde termijn, die de onmogelijkheid om zijn rechten ten volle uit te oefenen tot gevolg hebben.”

Voorts wordt in het verslag aan de koning de tijdelijke opschorting van de procedures zoals bedoeld in artikel 3, 2° en 3°, verantwoord door het feit dat “bij gebrek aan maatregelen het risico zeer groot [is] dat bepaalde procedures met name tuchtprocedures, komen te vervallen”.⁴

Artikel 3 van het ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

1) De ontworpen tekst voorziet niet in een beperkte periode voor de opschorting van rechtswege maar alleen in een vertrekpunt ervan.

Het dispositief dient aangevuld te worden op dat punt.

Aangezien de keuze voor 18 maart 2020 voortvloeit uit de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit van 18 maart 2020 ‘houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken’, zou het einde van de periode bepaald kunnen worden rekening houdend met de situatie op 3 mei 2020. De Koning zal die periode kunnen verlengen als de omstandigheden zulks rechtvaardigen.

2) Artikel 3, 1°, van het ontwerp is erg vaag gesteld want daarin wordt niet, op exhaustieve wijze, verwezen naar de verschillende aan de orde zijnde statutaire teksten.

Daardoor worden bij het ontwerp wijzigingen aangebracht in een onbepaald aantal bepalingen. Een dergelijke werkwijze druist rechtstreeks in tegen het rechtszekerheidsbeginsel aangezien het niet aan de burger staat om rechtsinstrumenten te raadplegen en daarbij na te gaan of die niet impliciet gewijzigd zijn bij een later koninklijk besluit. Gelet op de huidige uitzonderlijke omstandigheden, op de hoogdringendheid van de situatie en op de tijdelijke aard van de te treffen maatregelen, kan de ontworpen regeling desalniettemin gerechtvaardigd worden.⁵

⁴ Verslag aan de Koning, bladzijde 2.

⁵ Zie, in dezelfde zin, advies 67.175/4, op 2 april 2020 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 1 van 7 april 2020 ‘tot toekenning van een

Het verdient aanbeveling om in het verslag aan de Koning, dat drie voorbeelden bevat, nauwkeurig te verduidelijken wat precies de draagwijdte van de ontworpen bepaling is.

3) Op een vraag in verband met artikel 3, 2° en 3°, van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat de opschorting van de termijn enkel betrekking heeft op de reeds bij die instellingen ingeleide procedures, hetgeen niet duidelijk naar voren komt uit het voorliggende dispositief.

De steller van het ontwerp moet nagaan of de draagwijdte van de bepaling niet uitgebreid dient te worden tot de in te leiden procedures waarvan de termijn zou verstrijken tijdens de periode van tijdelijke opschorting van rechtswege. De bepaling moet in ieder geval aldus herzien worden dat de draagwijdte ervan duidelijker afgebakend wordt.

4) Ten slotte heeft de steller van het ontwerp er niet in voorzien dat bij het verstrijken van de periode waarin de opschorting van rechtswege ten einde loopt een verlenging van rechtswege met een termijn van één maand toegevoegd wordt, zoals dat bijvoorbeeld het geval is in andere administratieve of gerechtelijke procedures die momenteel van rechtswege opgeschort zijn vanwege de gezondheidscrisis in verband met het coronavirus COVID-19.⁶

Artikel 4

Artikel 4 van het ontwerp strekt ertoe het genot van de vergoeding voor de kosten van de verplaatsing tussen de woonplaats en de werkplaats zoals bedoel in artikel 64 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017, uit te breiden tot het geval van het personeelslid dat, om dienstredenen en op verzoek van zijn hiërarchische meerdere, naar zijn werkplek moet gaan, en verhinderd is of geen gebruik wenst te maken van het openbaar vervoer.

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat erin voorzien moet worden dat de bepaling van toepassing is in afwijking van artikel 65 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017, dat een regel bevat in verband met het niet cumuleerbaar zijn van de compenserende vergoeding zoals bedoeld in artikel 64 en het genot van de toekenning aan het personeelslid van de kosteloosheid van het gemeenschappelijk openbaar vervoer voor het woon-werkverkeer.

Artikel 4 van het ontwerp moet in die zin herzien worden.

afwijking van de regels en voorwaarden voor de vereffening van de subsidies en tot opschorting van de beroepstermijnen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19'.

⁶ Een dergelijke werkwijze zal inderdaad een verlenging van de behandelingstermijn van de procedures tot gevolg hebben, met inbegrip van de tuchtprocedures bedoeld in artikel 3, 3°, van het ontwerp. Er wordt aan herinnerd dat volgens een vaste rechtspraak bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State "het algemeen beginsel van de redelijke termijn inzake tuchtrecht beoordeeld moet worden naargelang van de omstandigheden van de zaak, de aard van de zaak, het gedrag van het gedaagde personeelslid en dat van de overheid" (zie inzonderheid RVS (8^e k.), 15 april 2008, nr. 182.064, Sellami; RVS (8^e k.), 5 oktober 2012, nr. 220.894, François; RVS (8^e k.), 20 december 2012, nr. 221.885, Van Duyse). De periode van opschorting van rechtswege is een element waarmee rekening gehouden dient te worden in het kader van de toepassing van die rechtspraak.

Artikel 5

1. Paragraaf 1, eerste lid, bepaalt dat de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde prioritair gebruik maakt van de terbeschikkingstelling om te voldoen “aan een dringende behoefte aan extra personeel dat is vereist wegens de gezondheidscrisis ten gevolge van het coronavirus COVID-19”.

Als niet op vrijwillige basis voldaan kan worden aan de dringende behoeften, kan de leidend ambtenaar beslissen om in die behoeften te voorzien “met een ambtshalve tijdelijke terbeschikkingstelling” in een functie van dezelfde klasse of van dezelfde graad (paragraaf 2).

Op een vraag over het tijdelijke karakter van die ambtshalve terbeschikkingstelling heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat die terbeschikkingstelling beperkt is tot de duurtijd van de gezondheidscrisis ten gevolge van het coronavirus covid-19.

Daar niet te voorzien valt hoe lang die zal duren, wordt aanbevolen een vaste, eventueel vernieuwbare termijn van de ambtshalve terbeschikkingstelling vast te stellen.

Paragraaf 2 moet in die zin worden aangevuld.

2. In verband met de contractuele personeelsleden dient te worden opgemerkt dat, met toepassing van artikel 4, § 2, 1°, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’, waaraan de ontworpen tekst rechtsgrond ontleent, de machtiging aan de Koning alleen ten uitvoer kan worden gebracht als ze geen afbreuk doet aan de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 ‘betreffende de arbeidsovereenkomsten’.

In het eerste geval, van de vrijwillige tijdelijke terbeschikkingstelling, rijzen in dat verband a priori geen problemen, maar dat zou, gelet op de inhoud van hun arbeidsovereenkomst, anders kunnen zijn in het geval van de ambtshalve tijdelijke terbeschikkingstelling van personeelsleden, aangezien het contractuele personeelslid noodzakelijkerwijs moet instemmen met de verandering van werkgever.

Artikel 5 van het ontwerp moet dienovereenkomstig opnieuw worden onderzocht. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6 van het ontwerp.

3. Paragraaf 3 overlapt artikel 4 van het ontwerp. Hij moet bijgevolg worden weggelaten. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6, § 3, van het ontwerp.

Artikel 6

1. Paragraaf 1 lijkt op twee gevallen te slaan: ofwel gaat het om een vrijwillig statutair of contractueel personeelslid (een geval dat bij het eerste tot het vijfde lid wordt geregeld), ofwel is er geen vrijwilliger (een geval dat bij het zesde lid wordt geregeld).

Als dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient de bepaling zo te worden herzien dat een duidelijker onderscheid tussen die beide gevallen wordt gemaakt, met dien verstande dat opmerking 2 die over artikel 5 is geformuleerd, ook hier van toepassing is op het tweede geval.

Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 2.

2. Het eerste lid van paragraaf 1 is als volgt gesteld:

“Het personeelslid dat tot het medisch personeel behoort, wordt ter beschikking gesteld van elke openbare of privé-instelling die gezondheidszorg verstrekt die daarom vraagt, na toestemming van zijn federale dienst.”

Uit het verslag aan de Koning blijkt het volgende:

“Om de gezondheids crisis ten gevolge van het coronavirus COVID-19 aan te pakken, creëert artikel 6, § 1, een terbeschikkingstellingsmaatregel *sui generis* die het personeelslid dat tot het medisch personeel behoort, toelaat om tijdelijk te werken in eender welke openbare of privé-instelling die gezondheidszorg verstrekt en daarom vraagt.

Behoren tot het medisch personeel, personeelsleden met een diploma op medisch gebied.”

Net zoals in artikel 5 van het ontwerp wordt bepaald, en gelet op de bedoeling van de steller van de tekst zoals die uit het verslag aan de Koning blijkt, moet paragraaf 1 worden aangevuld zodat hij alleen mag worden toegepast “om te voorzien in een dringende behoefte aan extra medisch personeel dat is vereist wegens de gezondheids crisis ten gevolge van het coronavirus covid-19”.

De definitie van medisch personeel moet in het ontworpen besluit worden ingevoegd. Ze moet worden gepreciseerd door bijvoorbeeld te verwijzen naar de beroepen bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’.

3. De bepaling dat personeelsleden van het medisch personeel ter beschikking kunnen worden gesteld van elke openbare of privé-instelling die gezondheidszorg verstrekt en die daarom vraagt, is veel te ruim gesteld. Men weet bijvoorbeeld niet welke soorten aanvragen kunnen worden ingediend, welke soorten instellingen die aanvragen kunnen doen, noch volgens welke maatstaven die verschillende aanvragen zullen worden onderzocht.

De inspecteur van Financiën heeft in zijn advies van 2 april 2020 het volgende opgemerkt:

“Cette disposition permet au fonctionnaire dirigeant de mettre d’office du personnel médical à disposition d’établissements de soin privés ou publics. Or, comment seront sélectionnés les établissements bénéficiaires de cette mesure?

En effet, il semble que tous les fonctionnaires dirigeants ne disposent pas d’une connaissance suffisamment fine des besoins des différents établissements de soin pour poser ce choix.

Par ailleurs, des contingences de distance entre les établissements de soin et le domicile du personnel concerné ne devraient-elles pas être fixées?

Enfin, quid si le personnel mis d'office à disposition contracte le COVID-19? (...).”

Die verschillende punten moeten in het dispositief en in het verslag aan de Koning worden aangevuld.

4. In paragraaf 2 wordt verwezen naar “het personeelslid of de mandaathouder”, terwijl in de artikelen 5 en 6, § 1, alleen het begrip “personeelslid” wordt gebruikt, dat overigens in artikel 2, eerste lid, 2°, van het ontwerp wordt gedefinieerd. De vraag rijst of die verschillende redactie een bewuste keuze is, of ze geacht wordt een juridisch gevolg te hebben en hoe het onderscheid tussen de ingevoerde regelingen dan zouden worden gerechtvaardigd.

In dat opzicht moet de bepaling worden herzien en moet het verslag aan de Koning worden aangevuld.

Artikel 7

1. In het eerste lid, tweede zin, *in fine*, moet worden gepreciseerd, zoals in het verslag aan de Koning staat, dat de taken die het personeelslid in zijn woonplaats moet uitvoeren, “[zo veel] mogelijk te maken [hebben] met de functie van het personeelslid”.

2. De afdeling Wetgeving ziet niet in welk nut het derde lid heeft. De bepaling moet ofwel worden gepreciseerd, ofwel worden weggelaten.

Artikel 8

Artikel 8 van het ontwerp strekt ertoe het tijdstip waarop het inhaalverlof kan worden genomen, te wijzigen.

Voor alle federale overheidsdiensten wordt bepaald dat de gelijkwaardige periodes van inhaalarust van veertien dagen die de afwijkingen van de dagelijkse rusttijd of de zondagsrust volgen, worden aangepast tot een periode tot en met 31 december 2020 (eerste lid), en dat de grens van vijftig uur per week voor sommige specifieke diensten tot dezelfde datum kan worden overschreden (tweede lid).

Er wordt aan herinnerd dat artikel 16 van richtlijn 2003/88/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 ‘betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd’ voor de wekelijkse rusttijd een referentieperiode vaststelt van ten hoogste veertien dagen, en voor de maximale wekelijkse arbeidstijd een referentieperiode van niet langer dan vier maanden.

De steller van het ontwerp moet aantonen dat voldaan is aan de voorwaarden voor een van de uitzonderingen of afwijkingen waarin artikel 17 van diezelfde richtlijn voorziet. Het verslag aan de Koning moet op dat punt worden aangevuld.

Artikelen 9 en 10

1. De artikelen 9 en 10 van het ontwerp moeten onderling van plaats worden gewisseld.

2. Artikel 10 van het ontwerp luidt als volgt:

“Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 maart 2020.

Met uitzondering van de artikelen 5, 6 en 8 treedt dit besluit buiten werking op de datum waarop de maatregelen bepaald in artikel 3 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, of bepaald in ieder ander besluit ter vervanging daarvan, niet meer van toepassing zijn.”⁷

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 67.142/AV van 25 maart 2020 opgemerkt dat⁸

“de terugwerkende kracht enkel kan worden verantwoord wanneer ze onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang.”⁹ Indien bovendien blijkt dat de terugwerkende kracht tot doel heeft de afloop van een gerechtelijke procedure in een welbepaalde zin te beïnvloeden of de rechtscolleges te verhinderen zich uit te spreken over een welbepaalde rechtsvraag, vergt de aard van het in het geding zijnde beginsel dat uitzonderlijke omstandigheden of dwingende motieven van algemeen belang een verantwoording bieden voor het optreden van de wetgever, dat ten nadele van een categorie van burgers afbreuk doet aan de jurisdictionele waarborgen die aan allen worden geboden.”¹⁰

⁷ Artikel 3 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 ‘houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken’ is vervangen bij artikel 3 van het ministerieel besluit van 3 april 2020 ‘houdende wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken’.

⁸ Advies 67.142/AV, op 25 maart 2020 gegeven over het voorstel dat heeft geleid tot de wetten van 27 maart 2020 ‘die machtiging [verlenen] aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’ (I en II), *Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-1104/002, 3 tot 21, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67142.pdf>.

⁹ Voetnoot 22 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, zie o.m.: GwH 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2; GwH 19 december 2013, nr. 172/2013, B.22; GwH 29 januari 2014, nr. 18/2014, B.10; GwH 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1; GwH 22 januari 2015, nr. 1/2015, B.4; GwH 7 mei 2015, nr. 54/2015, B.12; GwH 14 januari 2016, nr. 3/2016, B.22; GwH 3 februari 2016, nr. 16/2016, B.12.1; GwH 28 april 2016, nr. 58/2016, B.9.2; GwH 9 februari 2017, nr. 15/2017, B.9.2.

¹⁰ Voetnoot 23 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Zie bv.: GwH 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2; GwH 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1; GwH 28 mei 2015, nr. 77/2015, B.4.1; GwH 24 maart 2016, nr. 48/2016, B.6; GwH 6 oktober 2016, nr. 126/2016, B.7.3.

In dat verband staat in het verslag aan de Koning het volgende:

“De beperking in tijd van dit ontwerp van besluit hangt samen met het specifieke karakter van de gezondheidscrisis. Het ontwerp van besluit heeft noodzakelijkerwijs uitwerking op de datum die is vastgelegd om het begin van de officiële situatie van de huidige gezondheidscrisis vast te stellen, namelijk 18 maart 2020.

Het treedt buiten werking als deze gezondheidscrisis eindigt.

Er moet geen einddatum van inwerkingtreding worden bepaald voor de toepassing van de artikelen betreffende de tijdelijke terbeschikkingstelling of van het artikel betreffende de uitbreiding van de periode waarin het inhaalverlof moet worden genomen, ingevolge de aard van de maatregelen zelf.”

3. Over artikel 10 van het ontwerp dienen de twee volgende opmerkingen te worden gemaakt:

1) De terugwerkende kracht waarin artikel 10, eerste lid, van het ontwerp voorziet, moet beter worden gerechtvaardigd, in het bijzonder voor artikel 3 van het ontwerp, ten aanzien van de hiervoor aangehaalde principes.¹¹

Uit het verslag aan de Koning blijkt onvoldoende dat de terugwerkende kracht kan worden beschouwd als onontbeerlijk voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang.

Artikel 3 van het ontwerp strekt er evenwel toe niet alleen de termijnen in statutaire aangelegenheden, maar ook de procedures voor de beroepscommissies inzake evaluatie en de tuchtprocedures van rechtswege op te schorten.

Het verdient aanbeveling in het verslag aan de Koning een meer gedegen rechtvaardiging op te nemen. Anders is de terugwerkende kracht voor artikel 3 van het ontwerp niet aanvaardbaar.

2) Artikel 10, tweede lid, van het ontwerp sluit de artikelen 5, 6 en 8 van het ontwerp uit.

Artikel 8 van het ontwerp is zo gesteld dat de geldigheidsperiode eindigt op 31 december 2020.

¹¹ Zie advies 67.181/1, op 3 april 2020 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit nr. 3 van 9 april 2020 ‘houdende diverse bepalingen inzake strafprocedure en uitvoering van straffen en maatregelen in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67181.pdf>.

Naar aanleiding van een vraag over de artikelen 5 en 6 van het ontwerp heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat de vermelding van die artikelen nodig is voor het geval dat ze van toepassing moeten blijven zolang er een dringende behoefte aan extra personeel is om het hoofd te bieden aan de gevolgen van de covid-19-gezondheidscrisis, en niet alleen tot wanneer de crisissituatie in kwestie afloopt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET